

Unité Départementale du Hainaut  
Équipe V2  
Parc d'Activités de l'Aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes cedex

Affaire suivie par : Jérôme MESSIER

Tél. : 03 37 21 05 15  
Fax : 03 27 21 00 54  
Courriel : [jerome.messier@developpement-durable.gouv.fr](mailto:jerome.messier@developpement-durable.gouv.fr)

Nos réf. : JM/V2.2021-123

## **Rapport de l'Inspection de l'Environnement chargée des Installations Classées**

**Objet :** Société RECYCLAGE DES VALLÉES à Hautmont  
Suite donnée au dossier de réexamen au regard des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au traitement des déchets

**Réf. :** [1] Dossier de réexamen et rapport de base transmis au préfet par courriels de l'exploitant des 09/03 et 03/07/2020  
[2] Courrier de demande de compléments de la DREAL du 31/12/2020  
[3] Compléments au dossier de réexamen transmis par courrier de l'exploitant du 24/02/2021

**PJ :** [PJ1] Projet de lettre à transmettre à l'exploitant

### **1. Activités et situation administrative de l'établissement**

La société RECYCLAGE DES VALLÉES exploite sur la commune de Prouvy :

- une installation de regroupement, tri et pré-traitement de déchets non dangereux ;
- une installation de regroupement et de transit de déchets dangereux.

Les activités de cet établissement, qui relèvent du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juin 1999 modifié. Classées plus particulièrement au titre des rubriques IED suivantes (la rubrique IED principale est signalée par une étoile \*) :

- 3532\* - Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour [...],
- 3550 - Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540 [...] avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte,

Les dispositions des articles R.515-58 et suivants du code de l'environnement, issues de la transposition de Directive n° 2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles, dite « Directive IED », sont applicables.

## **2. Cadre réglementaire du réexamen « IED » et de la révision des prescriptions applicables**

### **2.1 Dossier de réexamen**

En application de l'article R. 515-71-I du Code de l'environnement, en vue de la mise à jour des prescriptions applicables à l'établissement au regard des meilleures techniques disponibles, l'exploitant adresse au préfet un dossier de réexamen dans l'année qui suit la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD ou BREF) relatives aux activités couvertes par sa rubrique IED principale.

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets (BREF WT - Waste Treatment) qui concernent l'établissement au titre de sa rubrique IED principale 3532, sont parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018, publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 17 août 2018.

Par conséquent, un dossier de réexamen au regard des meilleures techniques disponibles était attendu de la part de l'exploitant auprès du Préfet le 17 août 2019 au plus tard.

L'exploitant a transmis ce dossier au préfet par courrier visé en référence [1].

### **2.2 Révision des prescriptions et délai d'application**

L'article R. 515-70-I du Code de l'environnement dispose quant à lui, que les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations classées sous une rubrique IED d'un établissement sont réexaminées au regard des meilleures techniques disponibles (MTD) et respectées par l'exploitant, dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal officiel de l'Union européenne des décisions concernant les nouvelles conclusions sur les MTD relatives à la rubrique principale de l'établissement.

S'agissant des installations classées concernées par la rubrique IED principale 3532, comme l'établissement RECYCLAGE DES VALLÉES de la commune de Hautmont, l'exploitation en conformité avec les MTD pour le traitement des déchets doit donc être effective pour le 17 août 2022.

Concernant la révision des arrêtés d'autorisation déjà applicables, l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED est venu fixer les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution (UE) 2018/1147 susvisée aux installations classées soumises à autorisation pour au moins une des rubriques suivantes de la nomenclature susvisée :

- 3510 hors installations de lagunage ;
- 3531 hors installations d'élimination des laitiers ;
- 3532 hors installations de valorisation des laitiers ;
- 3550 ;
- 3710 lorsque l'installation traite les eaux résiduaires rejetées par une ou plusieurs installations classées au titre des rubriques susmentionnées ou un mélange d'eaux résiduaires lorsque la charge polluante principale est apportée par une installation classée au titre des rubriques susmentionnées.

Aussi, sauf demande de dérogation vis-à-vis d'un niveau d'émission associé à une meilleure technique disponible (NEA-MTD) ou demande d'application d'une meilleure technique alternative, il n'y a pas lieu de proposer à Monsieur le préfet un projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires. En effet, l'arrêté ministériel susvisé est d'ores et déjà applicable à l'établissement et acte de l'application des MTD pour le traitement des déchets.

## **3. Instruction du dossier de réexamen**

Le « périmètre IED » de l'établissement, au sens de l'article R. 515-58 du Code de l'environnement, est constitué des installations suivantes :

- une zone extérieure de criblage des matériaux de démolition avec broyeurs ;
- une zone extérieure de broyage des déchets végétaux et du bois ;
- un ensemble de zones non couvertes destinées aux camions, bennes et silos ;
- des box et zones de stockage externes (verre, pneus, bois, matériaux de démolition, métaux, végétaux, plastiques, amiante) ;
- le bâtiment abritant la ligne de tri de la collecte sélective ;

- le bâtiment abritant le transfert des ordures ménagères
- le bâtiment abritant la réception et le tri des déchets industriels banals et ménagers, les presses et les stockages de vrac en attente de tri/conditionnement ;
- le bâtiment abritant le stockage des produits avant expédition, principalement sous forme de balles.

Les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets qui sont applicables aux installations de l'établissement sont les suivantes :

N° de la MTD	Objet de la MTD	Réf. AMPG WT*	MTD applicables
1	Système de management environnemental (SME) pour l'amélioration des performances environnementales globales	2.I	X
2	Techniques génériques pour l'amélioration des performances environnementales globales	2.II + 3.1.I	X
3	Tenue à jour d'un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux pour faciliter la réduction des émissions dans l'eau et dans l'air	2.III	X
4	Techniques génériques pour réduire le risque environnemental associé à l'entreposage de déchets	3.1.I	X
5	Procédures de manutention et de transfert des déchets	3.1.II	X
6	Surveillance des principaux paramètres de procédé	2.IV.2.a	X
7	Respect des normes de surveillance des rejets dans l'eau	2.IV.2.b	X
8	Respect des normes de surveillance des rejets dans l'air	2.IV.1	
9	Techniques de surveillance des émissions diffuses de composés organiques dans l'air pour certains procédés de traitement sur ou impliquant des solvants	3.4.I	
10	Surveillance périodique des odeurs	2.IV.1	X
11	Surveillance annuelle de la consommation d'eau, d'énergie, de matières premières, de la production de résidus et d'eaux usées	2.I	X
12	Plan de gestion des odeurs	3.1.III.2	X
13	Techniques génériques pour éviter ou réduire les odeurs	3.1.III.1	X
14	Techniques génériques pour éviter ou réduire les émissions de poussières, de composés organiques et d'odeurs dans l'air	3.1.VI	X
15	Techniques génériques pour assurer un recours au torchage uniquement pour raisons de sécurité ou pour des situations opérationnelles non routinières (démarrage, arrêt...)	3.1.V	
16	Techniques génériques pour réduire les émissions des torchères	3.1.V	
17	Plan de gestion du bruit et des vibrations	3.1.IV.2	X
18	Techniques génériques pour éviter ou réduire le bruit et les vibrations	3.1.IV.1	X
19	Techniques génériques pour optimiser la consommation d'eau, réduire le volume d'eaux usées, et éviter ou réduire les rejets dans le sol et l'eau	3.1.VII	X
20	Techniques génériques de traitement des eaux usées pour réduire les rejets dans l'eau, et <b>niveaux d'émissions associés à ces techniques pour les rejets directs et/ou indirects dans une masse d'eau réceptrice (NEA-MTD)</b>	3.1.X + 3.2.III + 3.3.IV + 3.4.IX + 3.5.III	X
21	Techniques génériques pour éviter ou limiter les conséquences des accidents et des incidents	3.1.VIII	X
22	Utilisation rationnelle des matières	CE**	X
23	Efficacité énergétique	3.1.IX	X
24	Réutilisation des emballages	CE**	X

N° de la MTD	Objet de la MTD	Réf. AMPG WT*	MTD applicables
<b>TRAITEMENT MECANIQUE DES DECHETS</b>			
25	Techniques pour réduire les émissions de poussières, de particules métalliques, de PCDD/F et de dioxines de type PCB dans l'air, et <b>niveau d'émissions associé à ces techniques (NEA-MTD)</b>	3.2.III	X
26	Techniques pour améliorer les performances environnementales globales et éviter les émissions dues à des accidents ou des incidents	3.2.I	X
27	Techniques pour éviter les déflagrations et en réduire les émissions	3.2.I	X
28	Maintien d'une alimentation stable du broyeur pour une utilisation efficace de l'énergie	3.2.I	X
29	Techniques pour éviter ou réduire les émissions de composés organiques dans l'air résultant du traitement de certains déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) et <b>niveaux d'émissions associés à ces techniques (NEA-MTD)</b>	3.2.III	
30	Techniques pour éviter les explosions lors du traitement des certains DEEE	3.2.II	
31	Techniques pour éviter ou réduire les émissions de composés organiques dans l'air résultant du traitement de déchets à valeur calorifique et <b>niveau d'émissions associé à ces techniques (NEA-MTD)</b>	3.2.III	
32	Techniques de collecte, traitement et surveillance des émissions de mercure dans l'air résultant du traitement de DEEE contenant du mercure et <b>niveaux d'émissions associés à ces techniques (NEA-MTD)</b>	3.2.III	
<b>TRAITEMENT BIOLOGIQUE DES DECHETS</b>			
33	Sélection des déchets entrants	3.3.I	
34	Techniques pour réduire les émissions canalisées de poussières, de composés organiques, de composés odorants (dont H <sub>2</sub> S et NH <sub>3</sub> ) dans l'air et <b>niveaux d'émissions associés à ces techniques (NEA-MTD)</b>	3.3.III + 3.3.V	
35	Techniques pour limiter la production d'eaux usées réduire la consommation d'eau	3.3.II	
36	Surveillance ou modulation des principaux paramètres des déchets et des procédés pour le traitement aérobie	AM*** comp/mét	
37	Techniques pour réduire les émissions diffuses de poussières, les dégagements d'odeurs et de bioaérosols dans l'air pour le traitement aérobie	AM*** comp/mét	
38	Surveillance ou modulation des principaux paramètres des déchets et des procédés pour le traitement anaérobie	AM*** comp/mét	
39	Techniques pour réduire les émissions dans l'air pour le traitement mécanobiologique	3.3.IV	
<b>TRAITEMENT PHYSICOCHIMIQUE DES DECHETS</b>			
40	Techniques de surveillance des déchets entrants pour le traitement physicochimique des déchets solides ou pâteux	3.4.II	
41	Techniques pour réduire les émissions diffuses de poussières, de composés organiques et de NH <sub>3</sub> dans l'air pour le traitement physicochimique des déchets solides ou pâteux et <b>niveaux d'émissions associés à ces techniques (NEA-MTD)</b>	3.4.II	
42	Surveillance de la teneur en composés chlorés des déchets entrants pour le reraffinage des huiles usagées	3.4.III	
43	Techniques pour réduire la quantité de déchets à éliminer pour le reraffinage des huiles usagées	3.4.III	
44	Techniques pour réduire les émissions de composés organiques dans l'air pour le reraffinage des huiles usagées et <b>niveau d'émissions associé à ces techniques (NEA-MTD)</b>	3.4.III	
45	Techniques pour éviter ou réduire les émissions de composés organiques dans l'air résultant du traitement de déchets à valeur calorifique et <b>niveau d'émissions associé à ces techniques (NEA-MTD)</b>	3.4.IV	

N° de la MTD	Objet de la MTD	Réf. AMPG WT*	MTD applicables
46	Techniques pour améliorer les performances environnementales globales de la régénération de solvants usés	3.4.V	
47	Techniques pour réduire les émissions de composés organiques dans l'air résultant de la régénération de solvants usés et <b>niveau d'émissions associé à ces techniques (NEA-MTD)</b>	3.4.V	
48	Techniques pour améliorer les performances environnementales globales du traitement thermique du charbon actif usé, des déchets de catalyseurs et des terres excavées polluées	3.4.VI	
49	Techniques pour réduire les émissions de HCl, de HF, de poussières et de composés organiques dans l'air résultant du traitement thermique du charbon actif usé, des déchets de catalyseurs et des terres excavées polluées	3.4.VI	
50	Techniques pour réduire les émissions de poussières et de composés organiques dans l'air résultant de l'entreposage, de la manipulation et du lavage des terres excavées polluées	3.4.VII	
51	Techniques pour améliorer les performances environnementales globales et réduire émissions canalisées de PCB et de composés organiques dans l'air	3.4.VIII	
<b>TRAITEMENT DES DECHETS LIQUIDES AQUEUX</b>			
52	Techniques de surveillance des déchets entrants	3.4.I	
53	Techniques pour réduire les émissions de HCl, de NH <sub>3</sub> et de composés organiques dans l'air et <b>niveaux d'émissions associés à ces techniques (NEA-MTD)</b>	3.4.II + 3.4.III	

\* AMPG WT : arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED

\*\* CE : cette technique est déjà applicable dans le respect du code de l'environnement (CE).

\*\*\* AM comp/mét : cette technique sera reprise dans des arrêtés ministériels à venir relatif aux installations de compostage et de méthanisation.

Il ressort que l'exploitant n'a pas réalisé son dossier de réexamen dans les formes prévues par le guide pour la simplification du réexamen édité par la direction générale de la prévention des risques en octobre 2019. Des compléments ont été demandés par courrier de l'inspection visé en référence [2], et transmis par courriel visé en référence [3].

Au terme de cet examen, l'exploitant ne fait pas de demande de dérogation à un NEA-MTD et ne demande pas d'appliquer de MTD alternative. L'exploitant déclare que ses installations sont déjà en conformité vis-à-vis de toutes les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets qui lui sont applicables.

Enfin, il convient d'indiquer qu'il n'existe aucun rejet atmosphérique canalisé dans le périmètre IED du site.

#### **4. Cadre réglementaire et préconisation du rapport de base**

L'exploitant a transmis le rapport de base au préfet par courriels visés en référence [1] en application de l'article L.515-30 du code de l'environnement.

Le rapport de base constitue un état des lieux représentatif de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines au droit des installations soumises à la réglementation dite IED avant leur mise en service ou, pour les installations existantes, à la date de réalisation du rapport de base.

Son objectif est de permettre la comparaison de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines, entre l'état du site au moment de la réalisation du rapport de base et au moment de la mise à l'arrêt définitif de l'installation IED. Cette comparaison est menée même si cet arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage.

Cette comparaison doit permettre d'établir si l'installation est à l'origine d'une pollution significative du sol et des eaux souterraines. Si tel est le cas, l'exploitant doit remettre le site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base, en tenant compte de la faisabilité technique des mesures envisagées.

Le rapport de base réalisé par SOCOTEC en date du 25/03/2020 est référencé n°1905A1482000092. Il est réalisé suivant le Guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base prévu par la Directive IED et selon la norme NF X31-620.

Des investigations des sols et des eaux souterraines ont été réalisées.

De manière générale, les composés observés dans le milieu des eaux souterraines sont en adéquation avec ceux observés dans le milieu sol. Il est toutefois à noter l'absence de contamination du milieu sol en arsenic et en nickel, composés présents dans l'eau de nappe avec dépassements des valeurs seuils de qualité en aval.

L'origine de ces contaminations peut potentiellement être imputable à l'activité de l'exploitant mais peut également être issue des activités antérieures au début de l'activité de la société et dans l'environnement immédiat (historique industriel de la zone d'implantation).

Le rapport conclut que l'état de contamination des sols est compatible avec l'usage réalisé.

La conclusion de ce document préconise, au regard de la campagne de mesure réalisée dans les eaux souterraines, la mise en place d'un premier suivi quadriennal avec réalisation de deux campagnes de mesures par an (hautes eaux et basses eaux) afin de suivre l'évolution des paramètres / composés recherchés dans ce rapport de base. Il est préconisé pour chaque campagne, en adéquation notamment avec l'historique du site et l'activité du site, l'analyse des composés suivants : pH, conductivité, métaux (*Arsenic, Cadmium, Chrome, Cuivre, Nickel, Plomb, Zinc, Mercure*), Hydrocarbures Totaux, HAP, BTEX, Solvants Chlorés, PCB.

Cette préconisation sera imposée par un prochain arrêté préfectoral complémentaire, un dossier de porter à connaissance étant parallèlement en cours d'instruction. Toutefois, il semble opportun que l'exploitant commence dès à présent la réalisation de ces campagnes de surveillance des eaux souterraines suivant les modalités de cette préconisation.

## **5. Conclusion et propositions de l'Inspection des installations classées**

Au regard de l'examen du dossier de réexamen rendu par l'exploitant ainsi que de ses compléments, et étant donné la réglementation nationale déjà applicable, il n'y a pas lieu de proposer d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires au titre de l'article R. 515-71 du Code de l'environnement.

Nous proposons toutefois à Monsieur le Préfet, au moyen du projet de courrier joint au présent rapport, de :

- prendre acte de la déclaration de l'exploitant quant à l'exploitation de ses installations dans le respect des meilleures techniques disponibles applicables à son secteur d'activité ;
- rappeler à l'exploitant les références des prescriptions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED, qui est applicable à l'exploitation de ses installations;
- informer l'exploitant que son dossier de réexamen fait foi et que son respect est susceptible d'être contrôlé par la DREAL Hauts-de-France dès à présent ;
- prendre acte de la réception du rapport de base et d'inviter l'exploitant à commencer dès à présent la réalisation des campagnes de surveillance des eaux souterraines suivant les modalités de la préconisation formulée dans le rapport de base.

Rédacteur

L'Inspecteur de l'Environnement, spécialité installations classées



Jérôme MESSIER

Vu et transmis avec avis conforme à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Hauts-de-France – A l'attention du Chef du Service Risques.

La Cheffe de l'Unité Départementale du Hainaut

Isabelle LIBERKOWSKI

Valideur

L'Inspecteur de l'Environnement, spécialité installations classées



Laura DI NATALE

Approbateur

Vu et transmis avec avis conforme à Monsieur le Préfet du Nord

Pour le directeur et par délégation,

## **ANNEXE 1**

Société RECYCLAGE DES VALLÉES  
à Hautmont  
Instruction du dossier de réexamen

---

Projet de lettre à transmettre à l'exploitant

---

Lille, le

Monsieur le Directeur  
**Société Recyclage des Vallées**

Z.I « Sous le Mont » - B.P. 136  
59330 HAUTMONT

**Objet :** Respect des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au traitement des déchets et suivi des préconisations du rapport de base

**Réf. :** Votre dossier de réexamen et rapport de base transmis par courriels des 09/03 et 03/07/2020 et ses compléments transmis par courrier du 24/02/2021.

Monsieur le Directeur,

En application de l'article R. 515-71-I du Code de l'environnement, vous m'avez transmis par courriers visés en référence votre dossier de réexamen au regard des conclusions sur les meilleurs techniques disponibles (MTD) relatives au traitement des déchets (BREF WT – Waste Treatment) parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018, ainsi que les compléments demandés. Le respect de ces MTD vous est applicable à compter du 17 août 2022, soit 4 ans après la parution des dites conclusions au Journal officiel de l'Union européenne, en vertu de l'article R.515-70-I du même code.

Suite à l'instruction de ce dossier, je prends acte de votre déclaration selon laquelle l'exploitation de vos installations se réalise dans le respect des meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à votre secteur d'activité, à savoir les conclusions pour le traitement des déchets précitées.

Pour rappel, les délai et prescriptions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED sont déjà applicables à l'exploitation de vos installations. Aussi, compte tenu de votre déclaration, je ne prends pas de prescriptions complémentaires. Les dispositions génériques des annexes 2 et 3.1 vous seront directement applicables à partir du 17 août 2022.

Je vous rappelle également que le respect des meilleures techniques disponibles 22 et 24 relatives à l'utilisation rationnelle des matières et au développement de la réutilisation des emballages est un des principes inscrits dans le Titre IV du livre V du Code de l'environnement (notamment aux articles R. 543-66 et suivants) qui vous est déjà applicable.

Votre dossier de réexamen et ses compléments font foi et leur respect est donc susceptible d'être contrôlé par la DREAL Hauts-de-France dès à présent, et à échéance du 17 août 2022, date à laquelle il deviendra réglementairement opposable. Veuillez noter que vous n'avez pas demandé de dérogation au titre de l'article R. 515-68 du Code de l'environnement ni d'appliquer des techniques alternatives, et que tous les niveaux d'émissions associés aux MTD (NEA-MTD) applicables à votre établissement doivent être respectés à compter de cette date repère.

Enfin, je prends acte de la transmission de votre rapport de base réalisé par SOCOTEC en date du 25/03/2020 et référencé n°1905A1482000092.

La conclusion de ce document préconise, au regard de la campagne de mesure réalisée dans les eaux souterraines, la mise en place d'un premier suivi quadriennal avec réalisation de deux campagnes de mesures par an (hautes eaux et basses eaux) afin de suivre l'évolution des paramètres / composés recherchés dans ce rapport de base. Il est préconisé pour chaque campagne, en adéquation notamment avec l'historique du site et l'activité du site, l'analyse des composés suivants : pH, conductivité, métaux (*Arsenic, Cadmium, Chrome, Cuivre, Nickel, Plomb, Zinc, Mercure*), Hydrocarbures Totaux, HAP, BTEX, Solvants Chlorés, PCB.

Cette préconisation sera reprise sous forme de prescription réglementaire dans le cadre d'un prochain arrêté préfectoral complémentaire. Dans cette attente, je vous invite toutefois à commencer dès à présent la réalisation des campagnes de surveillance des eaux souterraines suivant les modalités de cette préconisation.

Restant à votre écoute pour toute observation complémentaire, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.